

Discours d'installation du Conseil Général de l'Eure

jeudi 31 mars 2011

Mes Chers Collègues,

Permettez-moi, tout d'abord, de souhaiter la bienvenue aux nouveaux élus et d'adresser, à l'ensemble des conseillers généraux, élus et réélus, mes sincères félicitations.

C'est avec émotion que j'ouvre cette séance d'installation du Conseil Général de l'Eure. En effet, si la loi de réforme territoriale, voulue par le Président de la République et votée par le Parlement devait s'appliquer, le Conseil Général n'existera plus dans sa forme actuelle, au terme des trois ans à venir.

Cette loi, qui ne correspondait à aucune demande, a suscité, dès le départ, beaucoup de critiques des élus locaux, y compris dans la majorité présidentielle. Toutes leurs associations ont dénoncé une régression de la décentralisation démocratique.

Quant aux citoyens auxquels était promise une soi-disant simplification de l'organisation territoriale, ils n'ont pas été consultés et devront subir : moins de services publics de proximité, moins de démocratie, des élus moins nombreux et plus éloignés de leurs concitoyens.

Cette réforme est, avant tout antisociale : il s'agit de réduire les dépenses publiques, d'imposer aux collectivités le même « tour de vis » qu'à l'Etat, au nom de la Révision Générale des Politiques Publiques.

Elle va de pair avec la suppression de la taxe professionnelle et le gel des dotations de l'Etat. Elle veut contraindre les départements à supprimer nombre de leurs interventions dans le domaine social, sportif, associatif, etc. Elle met en cause la libre administration des collectivités locales, pourtant consacrée par la Constitution.

Elle oublie de réformer l'impôt local, particulièrement injuste car il ne tient pas assez compte des ressources des familles et le rend souvent insupportable.

Les départements, depuis les lois de décentralisation des années 80, par leurs compétences et leurs investissements, jouent un rôle essentiel dans le quotidien des Français.

Quant aux 500.000 élus, tous bénévoles, n'est ce pas précisément leur nombre, leur dévouement, leur diversité et leur proximité qui leur permet de mener des politiques spécifiques répondant aux besoins de nos concitoyens ?

Je vous appelle à rester déterminés, à défendre la démocratie locale, le nombre et la proximité des élus et des agents territoriaux qui assurent au quotidien le service public.

Mes Chers Collègues,

Ces dernières élections cantonales, marquées par une très forte abstention, nous interpellent.

Doit-on y voir le signe d'un désintérêt de nos concitoyens ou plutôt la manifestation d'un écart grandissant entre leurs aspirations et les réponses apportées par la politique ?

Le mépris affiché par le pouvoir pour les manifestations, sans précédent, contre la réforme des retraites n'entraîne t'il pas un rejet du système et des injustices sociales ?

Injustice de la misère et de la précarité insupportable pour tous ces pauvres qui voient tant de richesses s'étaler de façon insupportable.

Injustice du chômage que nous nous efforçons de combattre aussi dans notre fonction d'élu, ce chômage qui brise l'être humain trop souvent considéré comme une marchandise.

Injustice des inégalités devant le droit à la santé de moins en moins assuré dans notre pays depuis l'adoption de la loi HPST dite loi Bachelot.

Injustice des discriminations de toutes sortes : à l'emploi, au sexe, à la couleur de la peau.

Injustice du démantèlement des services publics dont nos collectivités sont les derniers bastions permettant à nos concitoyens d'obtenir une réponse adaptée à leurs besoins.

Le score du Front National reflète, à sa manière, cette crise. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, le FN est, essentiellement fort des faiblesses des partis dit de Gouvernement à répondre à cette crise. Il vise, en réalité, à détourner l'aspiration au changement de nos concitoyens.

La question d'une alternative crédible reste donc posée.

Elle ne pourra voir le jour qu'en répondant aux aspirations des classes populaires.

Notre Conseil Général devra être à l'écoute de nos concitoyens et continuer à faire preuve d'audace et d'innovation pour apporter la preuve de son utilité et de son efficacité.

A la fin de ce propos, je veux vous dire, Monsieur le Président, combien nous sommes heureux de travailler avec vous, avec confiance et, avec pour seule ambition, d'être au service des Eurois.

« Etre homme c'est être responsable » disait l'écrivain Saint-Exupéry. Les élus -et particulièrement les élus locaux- le sont dans la pleine acception du terme.

J'espère que vous poursuivrez, en étant réélu, dans un instant, Monsieur le Président, le travail engagé avec nous tous et qui a porté ses fruits.

Merci, Mes Chers Collègues, de privilégier, au-delà de nos différences, le dialogue, l'échange et l'attention aux autres qui font le sérieux de notre assemblée départementale.

Je vous remercie de votre attention.